



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale  
de la protection des populations

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
SPEI/RH

Lyon, le **13 FEV. 2018**

**ARRÊTÉ**

portant abrogation de l'arrêté du 28 septembre 2017

**obligeant la société SERDEX**

**à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au  
montant des frais de l'élimination du surstockage de déchets de bois dans une  
installation de stockage de déchets non dangereux  
pour son établissement 99, chemin du Charbonnier à SAINT-PRIEST**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône et de la Métropole de Lyon*

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 régissant le fonctionnement des activités de la société SERDEX dans son établissement situé **99, chemin du Charbonnier à SAINT-PRIEST** ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2017 mettant en demeure la société SERDEX située 99, chemin du Charbonnier à SAINT-PRIEST de diminuer, sous un délai de 3 mois les quantités de déchets de bois stockés afin de se conformer aux dispositions des articles 1-2-1 et 8-2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2017 obligeant la société SERDEX à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des frais de l'élimination du surstockage de déchets de bois dans une installation de stockage de déchets non dangereux pour son établissement 99, chemin du Charbonnier à SAINT-PRIEST ;

VU le rapport du 24 janvier 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que par arrêté préfectoral du 28 septembre 2017 susvisé, il a été demandé à la société SERDEX de consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 81 585 €, correspondant au montant des frais pour l'élimination du surstockage de déchets de bois dans une installation de stockage de déchets non dangereux pour son

établissement 99, chemin du Charbonnier à SAINT-PRIEST ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 23 janvier 2018, l'inspection des installations classées a constaté que la société SERDEX a évacué le surstockage de déchets de bois présent sur le site pour revenir à une situation d'exploitation conforme à ce qui est prévu dans l'arrêté d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT dans ces conditions, que l'obligation pour la société SERDEX visant à consigner la somme de 81 585 €), en vue de répondre au montant des frais pour l'élimination du surstockage de déchets de bois devient caduque ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il convient d'abroger l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2017 précité obligeant la société SERDEX à consigner une somme de 81 585 € répondant du montant des frais pour l'élimination du surstockage de déchets de bois ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral du 28 septembre 2017 susmentionné, engageant à l'encontre de la société SERDEX situé 99, chemin du Charbonnier à SAINT-PRIEST, la procédure de consignation d'une somme de Quatre-vingt-un mille cinq cent quatre-vingt cinq EUROS (81 585 €), correspondant au montant des frais de non respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure relatif à l'élimination du surstockage de déchets de bois, est abrogé.

### **ARTICLE 2 :**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PRIEST,
- à l'exploitant.

Lyon, le 3 FEV. 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, chargée de mission  
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID